

Quelques aspects de l'historiographie politique de la Belgique contemporaine

Emmanuel GERARD et Frederik VERLEDEN

Critiquée depuis longtemps, l'histoire politique reste néanmoins le domaine privilégié de l'historiographie de la Belgique contemporaine. Essayer de présenter un tableau complet de la production des dernières décennies serait faire œuvre vaine et d'ailleurs impossible. Cette contribution sera donc modeste. Nous nous proposons de faire quelques observations sur l'historiographie en général et l'historiographie politique en particulier, en mettant l'accent sur les évolutions les plus marquantes¹.

QUANTITE ET QUALITE

La tâche plutôt modeste que nous nous sommes assignée est liée à une première observation, qui est assez banale, mais qui a tout de même son importance. On doit constater que la production historique

1. Voir R. Aubert, « L'historiographie contemporaine en Belgique depuis 1945. Aperçu thématique », dans *Revue Belge d'Histoire Contemporaine (RBHC)*, XXV (1994-1995), pp. 213-221. P. Van den Eeckhout et P. Scholliers, « Social history in Belgium: old habits and new perspectives », dans *Tijdschrift voor Sociale Geschiedenis*, XXIII (1997), pp. 147-181. Voir aussi les contributions fort intéressantes dans G. Deneckere et B. De Wever (ed.), *Geschiedenis maken. Liber amicorum Herman Balthazar*, Gand, 2003.

belge pour la période contemporaine n'a cessé de croître. C'est le résultat du développement de l'histoire contemporaine comme discipline autonome depuis la Seconde Guerre Mondiale, de l'établissement de sections d'histoire contemporaine dans les universités belges dans les années septante, d'un nombre croissant de diplômés en histoire, de fonds mis à la disposition de projets scientifiques, de la création de toute une série d'institutions spécialisées (tel que le Centre d'Etudes et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines CEGES) etc.²

Mais l'historien belge n'est pas seulement confronté avec l'expansion de la production nationale. Il est également confronté avec la dimension de plus en plus internationale de l'historiographie. L'historiographie belge a longtemps été un système clos se référant à lui-même. Aujourd'hui elle s'intègre de plus en plus dans une historiographie à dimension internationale³. Dans les années soixante on pouvait se contenter de référer en note à des publications belges ; aujourd'hui, lors d'une défense de thèse, les membres du jury font attention à l'utilisation de ce qu'on appelle vaguement « la littérature internationale » sur le sujet. Ceux qui, par exemple, étudient le mouvement wallon, ne peuvent se dispenser d'intégrer la littérature internationale sur le phénomène du nationalisme.

Si l'on tient compte de la production croissante à l'échelle internationale, qui se manifeste également par la multiplication de revues spécialisées et l'accès via internet à des revues jusqu'ici peu utilisées, on ne peut que constater que l'historien de l'époque contemporaine se retrouve dans un vrai labyrinthe. Si ceux qui finissaient leurs études en 1976 (comme c'est le cas pour l'un des deux auteurs de cette contribution) pouvaient encore rêver de maîtriser la production historiographique dans des domaines spécifiques à partir

2. Les mécanismes qui sont à la base de cette croissance ont déjà été analysés: E. Lamberts, « De beoefening van de nieuwste geschiedenis in de Belgische universiteiten en wetenschappelijke instellingen sinds 1945 », dans *RBHC*, XXV (1994-1995), pp. 223-236 ; E. Witte, *Over bruggen en muren. Hedendaagse politieke geschiedenis en politieke wetenschappen in België (1945-2000)*, Louvain, 2003.

3. Voir par exemple les contributions belges aux projets de l'European Science Foundation : *European political elites in comparison : the long road to convergence* (EURELITE) 2001-2004, et *Occupation in Europe : the impact of National Socialist and Fascist rule* (INSFO) 2000-2004.

d'un cours d'heuristique, force est de constater que ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Cette richesse est évidemment très bien. Il faut applaudir à cette croissance de la connaissance historique. Mais il y a quand même des effets négatifs et nous ne sommes pas les premiers à les souligner. Puisque cette production ne peut être digérée par une seule personne, elle a comme effet d'accentuer la spécialisation, l'émiettement et la fragmentation. Ce qui pose des problèmes puisqu'en histoire, il n'existe pas comme dans les sciences exactes une accumulation et une hiérarchie de connaissances historiques mais plutôt une juxtaposition.

Cette fragmentation est encore renforcée par une interdisciplinarité de plus en plus marquée. Les historiens, empruntant des concepts, des théories ou des méthodes aux sciences sociales, entrent en dialogue, par exemple, avec des sociologues ou des anthropologues, mais créent en même temps un fossé qui les sépare de leurs co-historiens⁴.

On pourrait d'ailleurs légitimement se demander si cette production volumineuse est un bien sous tous ses aspects. Elle est aussi le résultat de mécanismes de publication liés à des systèmes d'évaluation qui sont entrés en vigueur dans nos universités, et qui ont été imposés par les sciences exactes. On connaît l'expression *publish or perish*. Les scientifiques ont trouvé des moyens pour échapper ou se conformer à ces exigences ou à ces contraintes : ils publient la même chose sous des titres différents, ils fractionnent les publications etc. Ainsi se crée une nébuleuse d'articles qui n'ajoutent pas toujours beaucoup au corpus de notre connaissance.

Cette divergence entre quantité et qualité est illustrée par une constatation qui concerne les thèses de doctorats. La thèse de doctorat continue à contribuer fondamentalement au développement et au progrès de notre discipline. Elle est le résultat d'une période assez longue et privilégiée de recherches, basées sur un corpus de sources assez vaste, menées avec une cohérence de méthode. La plupart des docteurs en histoire restent attachés, sous des statuts divers, à l'université, ils y trouvent les moyens de divulguer les résultats de leurs recherches sous formes d'articles ou d'interventions de congrès, de mettre en route des projets qui approfondissent les pistes de recherches entamées dans leur thèse. Voilà pourquoi les thèses de doctorats sont des moments-clé dans l'évolution de notre

4. E. Witte, *Over bruggen en muren*, pp. 1-2, 86 et 89.

connaissance. Si l'on se rappelle des contributions fondamentales de la décennie 1990-1999, on constate que ce sont pour la plupart des thèses publiées : De Wever sur le VNV et le nationalisme flamand, Deneckere sur les actions collectives, Pasture sur le mouvement ouvrier chrétien, Dantoing sur l'Eglise et l'occupation, Moulaert sur l'anarchisme, Jaumain sur les petits commerçants, van Ypersele sur le mythe du roi Albert, Nandrin sur l'institution judiciaire, De Maeyer sur la démocratie chrétienne, Luyten sur le corporatisme, Tyssens sur la question scolaire, Heyrman sur les mouvements classes moyennes, et on pourrait en citer d'autres⁵.

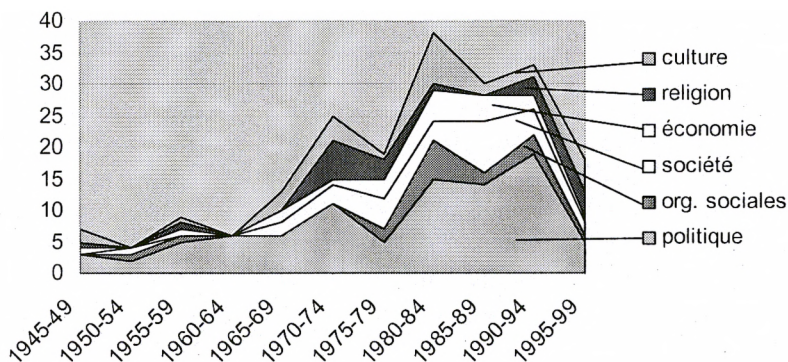
Or, en contraste avec la forte augmentation de publications de tous genres, il y a, depuis une dizaine d'années, une stabilisation et même une diminution de thèses de doctorats. C'est la conclusion en tout cas de notre analyse de l'inventaire des mémoires de licences et des thèses de doctorats depuis 1945 rédigé par Luc François⁶. La liste de François comprend – pour la période jusqu'en 2001 – 241 thèses au total. Eliminant les thèses – plutôt rares – qui ne concernent pas la Belgique ou le Congo, le plus souvent d'ailleurs rédigées par des étudiants étrangers (22), éliminant également la période incomplète depuis 2000 (15), nous en retenons 204. La distribution chronologique

5. A. Dantoing, *La "collaboration" du Cardinal. L'Eglise de Belgique dans la Guerre 40*, Bruxelles, 1991. J. De Maeyer, *De rode baron. Arthur Verhaegen (1847-1917)*, Louvain, 1994. G. Deneckere, *Sire, het volk mort. Sociaal protest in België 1831-1918*, Anvers, 1997. B. De Wever, *Greep naar de macht. Vlaams-nationalisme en Nieuwe Orde. Het VNV (1933-1945)*, Tielt, 1994. P. Heyrman, *Middenstandsbeweging en beleid in België, 1918-1940. Tussen vrijheid en regulering*, Louvain, 1998. S. Jaumain, *Les petits commerçants belges face à la modernité 1880-1914*, Bruxelles, 1995. D. Luyten, *Ideologisch debat en politieke strijd over het corporatisme tijdens het interbellum in België*, Bruxelles, 1996. D. Luyten, *Ideologie en praktijk van het corporatisme tijdens de Tweede Wereldoorlog in België*, Bruxelles, 1997. J. Moulaert, *Rood en zwart. De anarchistische beweging in België*, Louvain, 1995. J.-P. Nandrin, *La justice de paix à l'aube de l'indépendance de la Belgique (1832-1848). La professionnalisation d'une fonction judiciaire*, Bruxelles, 1998. P. Pasture, *Kerk, politiek en sociale actie. De unieke positie van de christelijke arbeidersbeweging in België (1944-1973)*, Louvain, 1992. J. Tyssens, *Strijdpunt of pasmunt? Levensbeschouwelijk links en de schoolkwestie, 1918-1940*, Bruxelles, 1993. L. van Ypersele, *Le roi Albert. Histoire d'un mythe*, Ottignies, 1995.

6. L. François, *Les multiples visages de l'histoire contemporaine. Partie 3*, Gand, 2003, pp. 437-455.

de ces thèses, que nous présentons ci-dessous, montre bien une augmentation dans les années septante et quatre-vingt, mais aussi un recul dans les années nonante. Il y a là un contraste avec la production historiographique globale.

Thèses de doctorat en histoire contemporaine 1945-1999



Source : L. François, *Les multiples visages de l'histoire contemporaine. Partie 3*, Gand, 2003.

L'analyse de cet inventaire nous mène aussi à conclure que l'histoire politique reste le domaine privilégié des recherches, pour toute la période, avec un léger recul à la fin⁷. L'histoire économique et sociale au contraire, qui a connu ses années de gloire dans les années septante et quatre-vingt, s'est presque effondrée⁸. On pourrait toutefois se poser la question si les distinctions classiques valent encore. Nous renvoyons par exemple à la tendance générale

7. Une conclusion qui est corroborée par l'analyse des mémoires de licence: voir L. François, « Op het snijvlak van onderwijs en onderzoek : Herman Balthazar als promotor », dans G. Deneckere et B. De Wever (ed.), *Geschiedenis maken. Liber amicorum Herman Balthazar*, Gand, 2003, pp. 275-289.

8. Nous avons distingué dans cette analyse l'histoire sociale proprement dite (conditions de la vie sociale etc.) et l'histoire des mouvements sociaux (qui s'approche souvent de l'histoire politique).

d'analyser les aspects les plus divers de la société dans une perspective dite culturelle.

LE TOURNANT DE 1989

Quelques nouvelles orientations dans l'historiographie contemporaine ne se reflètent pas, ou pas encore dans ces thèses de doctorats. L'explication en est simple : une thèse prend un certain temps d'incubation (six années). Mais on peut s'attendre d'ici quelques années à des accents nouveaux dans les recherches.

Evoquons d'abord les changements fondamentaux intervenus dans le contexte politique, économique, social et culturel de notre époque. Les historiens qui prétendent maîtriser souverainement le temps de l'histoire, n'échappent pas à l'emprise de leur propre temps⁹. La chute du mur de Berlin et des régimes communistes marquent la fin d'une période. Comme une sorte de contrepoint à l'histoire économique et sociale, souvent liée à une approche marxiste ou marxisante, l'histoire culturelle s'impose. En même temps il y a une restauration de l'histoire politique, institutionnelle et diplomatique, qui à son tour est influencée par les nouvelles approches culturelles. On peut mesurer le parcours réalisé en consultant les titres des mémoires de licence depuis les années septante. Voici un petit exemple : ce ne sont plus les rapports entre le mouvement flamand et le mouvement social qui sont privilégiés dans les mémoires, mais les tombes et les cimetières du mouvement flamand comme lieux de mémoire¹⁰.

La « fin des grandes idéologies » a renforcé l'esprit dit post-moderniste déjà présent avant 1989. Cet état d'esprit, résultat de traditions et de courants souvent contradictoires, a engendré un débat épistémologique visant le statut du passé. Il a créé une hésitation générale devant la cohérence de l'histoire, la notion de progrès, la connaissance objective du passé et son intelligibilité. Ce débat s'est manifesté de la façon la plus radicale dans le sillage des philosophes

9. H. Defoort, « Sterft gij oude vormen en gedachten? Een essay over de historiografie van de socialistische arbeidersbeweging », dans: G. Deneckere et B. De Wever (ed.), *op.cit.*, p. 91.

10. A. Stynen, *Meer zerken dan bloemen: heilige plaatsen van de Vlaamse beweging*, Louvain, KUL, 2002 (mémoire de licence).

français de la langue dits post-structuralistes (Foucault et Derrida). La thèse ici peut se résumer ainsi : la réalité connue est construite ou créée par la langue. Les textes ne réfèrent pas à une réalité hors texte, mais à un système de textes. Ainsi la littérature historique ne renvoie-t-elle pas à une réalité objective du passé, mais elle construit un système autoréférentiel sur le passé. Dans sa forme la plus brutale, il n'existe plus de vérité historique¹¹. Une conception qui a pour ultime conséquence de réduire l'histoire en accessoire inutile. Cette thèse provocatrice n'a évidemment pas rencontré une adhésion générale, au contraire¹².

Comme souvent d'ailleurs, on constate qu'il y a un fossé qui sépare les débats théoriques – souvent menés dans des cercles très restreints – et la pratique des historiens « pratiquants »¹³. Peu nombreux sont ceux qui, ici et à l'étranger, acceptent les ultimes conséquences de cette vision et réduisent la réalité à un discours, même si le mot « discours » est présent dans presque chaque article, livre ou projet. C'est manifestement un mot à la mode¹⁴. D'autre part, l'esprit post-moderniste a rendu les historiens sensibles au pouvoir du langage et aux codes rhétoriques¹⁵, et il a créé une hésitation

11. C. Lorenz, *De constructie van het verleden. Een inleiding in de theorie van de geschiedenis*, Amsterdam, 2002, pp. 119-124.

12. Voir l'appréciation de Peter Gay : « *The historical profession has undergone a fundamental epistemological discussion over the past decades. To put my cards on the table, I should add, "unfortunately so" the most seductive and, I think, the most damaging figure has been Michel Foucault* ». P. Gay, « Do your thing », dans: J. Leerssen et A. Rigney (ed.), *Historians and social values*, Amsterdam, 2000, p. 33. On consultera également l'essai suivant : L. Vos, « De maatschappelijke roeping van de historicus », dans B. Raymaekers, A. van de Putte et G. Van Riel, *Moeten, mogen, kunnen. Ethiek en wetenschap (Lessen voor de Eenentwintigste Eeuw 7)*, Louvain, 2001, pp. 218-247.

13. E. Witte, *Over bruggen en muren*, p. 21. H. Defoort, « Sterft gij oude vormen », pp. 99-100.

14. Nous ne sommes pas seul à dénoncer cette situation. « *Does any critical historian exist who has not wanted to scream at the thousandth mention of 'discourse' when listening to conference papers?* » M. Bentley, *Modern historiography. An introduction*, Londen et New York, 1999, p. 150.

15. Mais ici de nouveau, peu nombreux sont ceux qui utilisent d'une façon rigoureuse par exemple des méthodes d'analyse de discours. Voir une tentative intéressante : « De vorst als vaderfiguur. Een diachronisch

largement répandue devant toutes les catégories « essentialistes » de l'histoire utilisées pour désigner des identités collectives, nations, classes et genres en premier lieu.

Pour les uns ce « tournant linguistique » constitue un phénomène spécifique, pour les autres il fait partie d'un tournant plus général dans l'historiographie. Egalement lié à cette conjoncture post-moderniste, mais d'une façon plus vague, en tout cas est le renouvellement et le succès d'une approche dite culturelle (un changement qu'on désigne parfois par le vocable "tournant culturel")¹⁶. Il ne va pas aussi loin et on pourrait même affirmer que dans ses manifestations les plus courantes il ne s'agit que d'un déplacement d'intérêt vers des thèmes nouveaux, négligés jusqu'ici. Les tenants de cette tendance mettent l'accent sur l'imaginaire, les mythes et les symboles, la représentation, ce qui ne signifie pas a priori qu'ils acceptent les principes épistémologiques post-modernistes¹⁷. Car il y a représentation et représentation: on peut considérer l'histoire pure et simple comme représentation, mais on peut également étudier des représentations dans l'histoire¹⁸. L'exemple le plus connu et le plus typique de l'approche culturelle est Pierre Nora et ses « lieux de mémoire »: « on ne célèbre plus la nation, mais on étudie ses célébrations »¹⁹.

onderzoek met het oog op de ontwikkeling van praktische taal- en tekstanalytische methodologieën voor historici », un projet de recherche dirigé par Gita Deneckere, subventionné par le FWO-Vlaanderen (2001). Les promoteurs de ce projet ont organisé un congrès international à Gand, en novembre 2003 : *The Monarchy: A Crossroads of Trajectories*. On notera également l'influence exercée par le Cambridge School de Discourse Analysis (Q. Skinner).

16. E. Witte, *Over bruggen en muren*, p. 52.

17. Voir par exemple la conclusion de Laurence Van Ypersele et d'Etienne Cléda, dans L. van Ypersele (ed.), *Imaginaires de guerre. L'histoire entre mythe et réalité. Actes du colloque, Louvain-la-Neuve, 3-5 mai 2001 (Transversalités 3)*, Louvain-la-Neuve, 2003.

18. On notera l'influence de Frank Ankersmit, historien et philosophe de l'université de Groningen.

19. P. Nora, « Entre mémoire et histoire », dans P. Nora (ed.), *Les lieux de mémoire I: La République*, Paris, 1984, p. 25, cité par J. Art, « Het historische monument: een bepaalde manier van omgaan met het verleden », dans F. Seberechts (ed.), *Duurzamer dan graniet. Over monumenten en Vlaamse Beweging*, Tiel, 2003, p. 13.

Cette démarche "culturelle" dans l'analyse de la politique n'est pas nouvelle. En effet, on pourrait renvoyer à George L. Mosse qui a interprété le fascisme comme une révolution culturelle, ou Eugen Weber qui déjà en 1976 dans son *Peasants into Frenchmen* analysait la modernisation de la France du 19^e siècle d'un point de vue culturel et anthropologique²⁰.

Même si elle n'est pas toute neuve, l'approche culturelle a néanmoins renouvelé l'étude de phénomènes politiques si fondamentalement différents que la guerre (voir la contribution de Laurence van Ypersele) et le parlement²¹. Mot-clé dans ce renouvellement est la notion de « culture politique », notion empruntée aussi bien à la science politique qu'à l'anthropologie, mais utilisée, comme d'habitude, d'une façon fort sélective par les historiens. La culture politique n'est pas seulement déterminée par les institutions et les idéologies, mais se manifeste également par le comportement, les actes et les codes, vestimentaires, rhétoriques et autres, des hommes politiques, ce qui introduit de nouveau l'individu dans l'histoire²².

On peut constater avec satisfaction que par le biais de ce concept on a redonné une place centrale à une institution politique longtemps négligée tel que le parlement. Les adeptes de la nouvelle approche n'étudient pas les clivages traditionnels et la lutte pour le pouvoir au sein de l'assemblée, mais plutôt l'institution comme telle

20. E. Weber, *Peasants into Frenchmen. The modernization of rural France*, Stanford, 1976. S. G. Payne, « Review article. Historical fascism and the radical right », dans *Journal of Contemporary History*, XXXV, 1 (2000), p. 113.

21. On trouvera d'autres exemples dans la série de monographies, publiée par le Département d'Histoire de la K.U. Leuven aux Presses Universitaires de Louvain : H. de Smaele et J. Tollebeek (ed.), *Politieke representatie*, Louvain, 2002. P. Van Kemseke (ed.), *Diplomatieke cultuur*, Louvain, 2000. T. Verschaffel (ed.), *Koningsmoorden*, Louvain, 2000.

22. M. Beyen, « Een vruchtbaar modewoord: politieke cultuur », dans *Bulletin de l'Association Belge d'Histoire Contemporaine*, XXII, 3 (2000), p. 11-14. G. Gendzel, « Political culture: Genealogy of a concept », dans *Journal of Interdisciplinary History*, XXVIII, 2 (1997), p. 229-233. Pour les définitions diverses de « culture politique », voir G. O. Van de Klashorst, « Politieke cultuur: het klassieke begrip en een nieuwe werkdefinitie », dans H. Righart (ed.), *De zachte kant van de politiek. Opstellen over politieke cultuur*, La Hague, 1990, pp. 51-65.

avec ses usages et conventions, ses codes rhétoriques, ses rituels et sa sociabilité. Cette approche nouvelle a donné déjà des résultats intéressants²³. A moins qu'on ne néglige ce qu'on avait déjà appris ou acquis de la science politique et de la sociologie : que la lutte pour le pouvoir est un élément-clé dans l'arène politique et que cette lutte est liée à des groupes d'intérêts. S'il existe une culture politique qui peut unifier (ainsi la sociabilité parlementaire peut effacer la distinction entre un parlementaire de droite ou de gauche), il existe également une divergence d'intérêts qui sépare.

On est curieux de voir si cette approche nouvelle rencontrera les ambitions de ses partisans de faire le pont entre l'histoire politique dite événementielle et une histoire chère aux *Annales* et qui chérit la durée²⁴. Le risque est réel que cette approche s'enlise dans une accumulation de petits détails attractifs, mais sans valeur explicative pour l'évolution politique et sociale, les mécanismes du pouvoir etc. C'est ainsi que déjà les adeptes de Mosse – « *the culturalist school* » – ont été critiqués précisément pour être trop descriptifs²⁵.

S'il existe un effet assez général du nouvel esprit post-1989 c'est bien un certain distanciellement de l'historien devant le passé, un engagement mis en sourdine, la connaissance du passé ne faisant plus partie d'une lutte pour l'avenir²⁶, même s'il ne faut pas exagérer ce manque d'engagement (voir le rôle des historiens belges dans les débats sur la collaboration ou la répression, le nationalisme et l'extrême droite²⁷, la spoliation des biens juifs et l'affaire Lumumba²⁸).

23. E. Gubin, J.-P. Nandrin, E. Gerard et E. Witte (ed.), *Histoire de la Chambre des Représentants de Belgique 1830-2002*, Bruxelles, 2003. A comparer avec V. Laureys e.a., *L'histoire du Sénat de Belgique de 1831 à 1995*, Bruxelles, 1999.

24. M. Beyen, « Een vruchtbaar modewoord: politieke cultuur », p. 12.

25. S.G. Payne, « Review article. Historical fascism and the radical right », dans *Journal of Contemporary History*, XXXV, 1 (2000), p. 113.

26. Voir le débat concernant l'engagement social de l'historien entre Gita Deneckere et Jan Dumolyn dans J. Dumolyn (ed.), *Aan de rand van het relativisme. Geschiedenis en engagement*, Bruxelles, 2003, pp. 43-77 et 79-84.

27. J. Gotovitch et C. Kesteloot, *Collaboration, répression. Un passé qui résiste*, Bruxelles, 2002. F.J. Verdoodt et L. Abicht (ed.), *Voorwaarts maar niet vergeten. Acta van de studiedag op 9 juni 2001 in het Vlaams Parlement over collaboratie en repressie*, Gand, 2001.

HISTOIRE ET SCIENCE POLITIQUE. NATIONALISME ET PILLARISATION

C'est une idée reçue que l'histoire politique est usée et dépassée parce qu'événementielle et donc superficielle²⁹. Que penser de cette affirmation décrétant la vérité parce que souvent répétée ? Il ne nous semble pas qu'on pourrait opposer, en Belgique, la nouvelle approche de l'histoire politique à une historiographie dite traditionnelle (avec une connotation négative). Il est d'ailleurs facile de créer un antagonisme entre novateurs et traditionalistes quant on fait une caricature de l'opposant. Quelle est cette historiographie politique traditionnelle souvent méprisée ? Cette histoire naïvement empirique, chroniqueuse et descriptive, cette histoire existe-t-elle vraiment ? Nous ne le pensons pas.

Le renouvellement de l'histoire politique, entamé depuis longtemps, est pour une bonne part lié à l'évolution de la science politique, qui s'est imposée en Belgique comme discipline autonome depuis les années soixante³⁰. Els Witte en a étudié les relations et les influences réciproques dans un livre récent *Over bruggen en muren*, résultat d'une chaire Francqui de l'historienne au Département des

28. Signalons que dans le cadre d'une commission d'études sur la spoliation des biens juifs pendant la Deuxième Guerre Mondiale, commission installée par le Premier Ministre, le gouvernement a fait appel à l'expertise des historiens (voir R. Van Doorslaer, « De spoliatie en restitutie van de joodse bezittingen in België en het onderzoek van de Studiecommissie », dans *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, VI (2002), n° 10, pp. 81-106) et que dans le cadre de l'enquête parlementaire chargée de déterminer les circonstances exactes de l'assassinat de Patrice Lumumba et l'implication éventuelle des responsables politiques belges dans celui-ci (2000-2001), la commission a également fait appel à la collaboration des experts historiens (L. De Vos, E. Gerard, J. Gérard-Libois, P. Raxhon, *Lumumba. De complotten ? De moord*, Leuven, 2004). Dans ces deux cas là, il s'agit d'un primeur.

29. M. Beyen, « De basis heeft altijd gelijk », dans *Karakter. Tijdschrift voor Wetenschap*, II, 7 (2004), p. 25.

30. W. Dewachter, « De politieke wetenschap in België: resultante van Franse cultuur en elitair pragmatisme », dans *Acta politica*, (IX) 1974, pp. 24-53. Dans les années soixante, la science politique belge, qui trouve ses sources dans l'histoire et le droit, sera renouvelée par le biais de la sociologie. E. Gerard, *Sociale wetenschappen aan de Katholieke Universiteit te Leuven 1892-1992 (Politica Cahier 3)*, Louvain, 1992.

Sciences Politiques de la Katholieke Universiteit Leuven³¹. Dans ce livre, elle donne, s'appuyant sur les idées de Bourdieu, un aperçu historique de l'émancipation de l'histoire politique contemporaine en Belgique et de l'évolution des sciences politiques pour conclure qu'il existe une réelle interaction entre les deux disciplines, une minorité des praticiens il est vrai, surtout du côté des historiens. Cette interaction débute dans les années septante et a continué à s'affirmer³². L'auteur constate qu'il existe des domaines privilégiés où cette interaction et même cette collaboration se réalise : l'Etat capitaliste, l'Etat nation, les élections, les actions collectives, les clivages, la démocratie consociationnelle, les partis politiques, les parlements, les processus de décision, les idéologies et les discours. Elle discute chacun de ces domaines en les illustrant abondamment avec des exemples d'articles ou de livres.

Tout cela indique que l'histoire politique contemporaine en Belgique n'est pas cette caricature d'une historiographie purement descriptive, naïvement empirique. Au contraire elle s'inspire largement des concepts ou des théories venant de la sociologie ou de la science politique. S'il existe une opposition entre historiographie « ancienne » et « nouvelle », ce n'est pas une opposition entre historiographie naïve et historiographie réflexive, mais entre deux historiographies dont l'une s'inspire des sciences sociales, et l'autre semble s'en dissocier.

Les thèmes évoqués dans le livre de Witte nous donnent l'occasion de nous attarder encore à deux sujets qui sont très présents dans l'historiographie politique de la Belgique contemporaine et dans l'étude desquels l'influence des sciences sociales se fait sentir fortement : le nationalisme (l'histoire des mouvements flamands et wallons) et la pillarisation (l'histoire des mondes catholique et socialiste).

Fin des années quatre-vingt, l'historiographie scientifique du mouvement flamand se trouvait dans une impasse : on se répétait, on

31. E. Witte, *Over bruggen en muren*, op. cit.

32. E. Witte, *Over bruggen en muren*, p. 25. Els Witte se trouvait parmi les premiers à s'orienter dans cette voie: voir sa thèse de doctorat, E. Witte, *Politieke machtsstrijd in en om de voornaamste Belgische steden 1830-1848*, Bruxelles, 1973. Une tentative remarquable fut la contribution de Henri Haag, « La politique intérieure de 1914 à 1926 », au volume *Histoire de la Belgique Contemporaine 1914-1970*, Bruxelles, 1975.

tournait en rond. Voilà que sous la pression d'événements nationaux et internationaux l'étude du nationalisme, des nations et des identités nationales s'est imposée fortement dans la dernière décennie. La constellation nationale et internationale des années nonante a tout changé : la chute du communisme, l'éclatement de conflits nationaux violents, on réfère à l'ex-Yougoslavie, le problème mondial de l'émigration et les problèmes d'intégration (des minorités) s'y rattachant, l'avènement des partis d'extrême droite en Europe, et la réforme de l'Etat en Belgique, tous ces facteurs ont créé un cadre dans lequel l'étude du nationalisme a été favorisé et renouvelé aussi bien du côté flamand que francophone et wallon. Un aspect important des études sur le nationalisme est précisément la naissance d'une historiographie du mouvement wallon, qui s'est imposée avec quelques ouvrages et thèses remarquables, stimulée d'ailleurs par les nouvelles institutions régionales³³.

Ce renouveau n'est pas seulement d'ordre quantitatif, mais aussi qualitatif. Depuis une dizaine d'années, il y a une attention plus grande pour les aspects théoriques du problème de l'ethnicité, le plus souvent empruntés à la sociologie ou à l'anthropologie. C'est ainsi que les auteurs belges s'inspirent des débats internationaux concernant le caractère dit primordial ou contextuel de la nation et s'engagent dans une étude comparatiste. On constate néanmoins le manque d'une tradition théorique en Belgique³⁴ et le retard mis à appliquer les théories et les méthodes élaborées dans la communauté scientifique internationale³⁵.

33. C. Kesteloot, « Tendances récentes de l'historiographie du mouvement wallon (1981-1995) », dans *RBHC*, XXV (1994-1995), pp. 539-568. B. De Wever, « De geschiedschrijving over de Vlaamse Beweging », dans G. Deneckere et B. De Wever, *Geschiedenis maken. Liber Amicorum Herman Balthazar*, Gand, 2003, p. 129.

34. Lode Wils, historien du mouvement flamand depuis les années 1950, a été le premier à intégrer les thèses de Miroslav Hroch, ouvrant ainsi une fenêtre sur la littérature internationale. Voir sa contribution dans G. De Smet (ed.), *De geschiedschrijving van de Vlaamse Beweging sinds 1975. Handelingen van het colloquium op 24-10-1992 te Antwerpen n.a.v. de 50^e jaargang van Wetenschappelijke Tijdingen en de 10^e jaargang nieuwe stijl*, Gand, 1993 ; L. Wils, *Vlaanderen, België, Groot-Nederland. Mythe en geschiedenis*, Louvain, 1994.

35. E. Witte, *Over bruggen en muren*, pp. 15 et 27 ; B. De Wever, « De geschiedschrijving over de Vlaamse Beweging », pp. 140-141.

Autre sujet fort présent dans l'historiographie politique est la pillarisation de la société (partis politiques et mouvements sociaux), un phénomène qui est plus prononcé du côté flamand. Les années septante et quatre-vingt ont vu la création de centres de documentation et de recherches divisés par parti ou idéologie : le *Katholiek Documentatie- en Onderzoekscentrum* (KADOC) à Louvain, l'*Archief en Museum voor de Socialistische Arbeidersbeweging* (Amsab) à Gand, le *Liberaal Archief* à Gand et l'*Archief- en documentatiecentrum voor het Vlaams-nationalisme* (ADVN) à Anvers. Ces centres, reconnus et subsidiés par le gouvernement flamand, ont joué un rôle capital dans la sauvegarde des archives qui étaient pour la plupart ignorées par les Archives Générales du Royaume. En constituant une documentation abondante ils ont donné une forte impulsion à des études sur les organisations catholiques, socialistes, libérales, nationalistes flamandes, aussi bien politiques, sociales ou culturelles. Ces études ont été favorisées par les centaines des mouvements ouvriers socialistes et chrétiens. La récolte scientifique est impressionnante.

L'érosion accélérée de la pillarisation et l'aspect plutôt négatif qu'on y rattache dans un segment assez large de l'opinion publique, les nouveaux rapports de forces politiques etc. n'ont pas favorisé l'historiographie de ce monde pillarisé. Les centres cherchent à s'adapter : l'Amsab devient l'institut pour l'étude des mouvements sociaux, le KADOC pour l'étude des rapports entre la société et la religion. Qu'en même temps s'érode également la pillarisation du monde des historiens est une évolution positive. La collaboration des quatre centres à la construction d'une banque de données *ODIS - Intermediaire structuren in Vlaanderen 19^e-20^e eeuw*, consacrée à la vie associative sous tous ses aspects et qui transcende les clivages politiques et confessionnels classiques, en est un bon exemple³⁶.

S'il faut applaudir à l'activité de ces centres, il faut regretter la disparition du *Centre Interuniversitaire d'Histoire Contemporaine*. Els Witte met pourtant l'accent sur le cadre institutionnel pour encourager les contacts entre scientifiques³⁷. On connaît le passé glorieux de cette institution qui est mentionnée dans chaque aperçu

36. Voir le site www.odis.be et le numéro thématique de la *Revue Belge d'Histoire Contemporaine* (2004), consacré aux nouveaux mouvements sociaux, résultat du projet ODIS.

37. E. Witte, *Over bruggen en muren*, p. 170.

historiographique comme ayant joué un rôle dynamique dans l'évolution de l'histoire contemporaine. L'institution en question a disparu il y a dix ans à cause de problèmes financiers qui sont malheureusement caractéristiques pour chaque institution culturelle fédérale. Durant trois décennies la série des Cahiers a produit des instruments de travail très appréciés et très valables, parmi lesquels les répertoires de presse sont presque légendaires (bien que nous avons l'impression que beaucoup d'entre eux ne sont plus ou presque plus utilisés)³⁸. Heureusement il y a *l'Association Belge d'Histoire Contemporaine* comme lieu de contact, même si elle ne peut combler la lacune. Aujourd'hui on travaille en ordre dispersé : la confection des instruments de travail se fait au fur et à mesure (on a vu la publication de divers dictionnaires biographiques, mais leur visibilité aurait été plus grande à notre avis dans le cadre du Centre Interuniversitaire).

Signalons dans ce cadre les effets de la réforme de l'Etat. Quoique la recherche historique ne puisse négliger la perspective comparative, la frontière linguistique en Belgique semble constituer un obstacle difficile à surmonter pour la plupart des historiens. Les recherches du régionalisme bruxellois et wallon ont reçu des impulsions de la réforme de l'Etat, mais ce même procès aboutit à un distanciellement des académiques flamands et francophones³⁹. Il ne semble pas évident d'intégrer la production dans l'autre langue nationale, même si l'on travaille sur les mêmes sujets⁴⁰. Les historiens qui ont l'ambition de travailler sur une échelle dépassant le cadre belge, et qui doivent alors incorporer la littérature internationale, connaissent d'ailleurs aussi la réalité des barrières linguistiques⁴¹. Cela nous donne un bel exemple du *linguistic turn*.

38. En 1987, Robert Dumoulin publia *Cent cahiers. Honderd bijdragen* (Cahiers du CIHC n° 100, Louvain-Paris, 1987). Le dernier Cahier (n° 103) fut publié en 1992 (Anne Watelet-Cherton, *Les archives de l'évêché de Namur : inventaire sommaire*).

39. *Ibidem*, 145.

40. Un bel exemple est présenté par la lente réception de l'ouvrage magistral sur la question royale de J. Velaers et H. Van Goethem, *Leopold III. De Koning, het Land, de Oorlog*, Tielt, 1994.

41. H. Defoort, « Sterft gij oude vormen », pp. 101-102.

POUR CONCLURE

L'historiographie politique de la Belgique contemporaine n'est pas restée isolée ; elle s'est intégrée de plus en plus dans une discipline internationalisée, et s'est laissé marquer par les courants nouveaux, les paradigmes nouveaux et les débats théoriques des dernières décennies, sans pourtant jouer un rôle pionnier dans ce domaine, au contraire. Il existe un décalage assez grand entre l'éclosion de nouveaux courants et leur application ou imitation en Belgique, fut-ce Tilly ou Foucault. Les nouvelles approches ont produit des effets positifs (quant aux méthodes utilisées, aux sujets choisis, aux interprétations privilégiées), mais l'histoire n'est pas une discipline qui doit s'inventer ou se recréer sur le rythme des saisons. Il faut donc garder un certain scepticisme à l'égard des « innovations » annoncées (avec beaucoup de bruit) comme prometteuses. Au fond, l'ambition de l'historien ne semble pas être changée fondamentalement. C'est la conclusion de Peter Gay : « *Even though we have in many ways moved beyond nineteenth-century historicism, Ranke's overworked dictum that he only wanted to write how it had really been – 'Wie es eigentlich gewesen' – remains our standard* »⁴². En fin de compte, cette ambition est bien servie d'un certain pragmatisme et d'une dose de sens commun.

42. P. Gay, « Do your thing », dans J. Leerssen et A. Rigney (ed.), *Historians and social values*, Amsterdam, 2000, p. 44.